



***La politique étrangère des Etats-Unis en
Asie centrale depuis la fin des années 90 :
refoulement de la Russie, propagation de
la démocratie, ou intérêts pétroliers ?***

Mémoire de géopolitique du
Commandant Michel GALLAZZINI
dans le cadre du séminaire de géopolitique
« Actualités des thèses géopolitiques de la fin du 19^e
siècle et du début du 20^e siècle »

Directeur : Monsieur Philippe CONRAD

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. La politique étrangère des Etats-Unis en Asie centrale depuis la fin des années 90 : refoulement de la Russie, propagation de la démocratie, ou intérêts pétroliers ?
2. Commandant (Air) Michel GALLAZZINI (France)
3. 20 mars 2006
4. Division D
5. Mémoire de géopolitique
La fin de l'URSS a transformé le paysage géopolitique mondial. Les USA sont devenus au début des années 90 la seule superpuissance et ont donc fait évoluer leur politique étrangère. L'examen des documents officiels ainsi que des courants de pensée américains permettent de déduire une continuité dans ce domaine : la sécurité économique et non la propagation de la démocratie. L'épreuve des faits confirme cette intuition en révélant in fine que les actions menées en Asie centrale par les USA relèvent d'une volonté de refouler la Russie, tout en contrôlant les puissances naissantes indiennes et chinoises sur le plan énergétique.
6. Mots clefs : Asie centrale – Caspienne – Etats-Unis – démocratie – refoulement – intérêts pétroliers - Russie

***La politique étrangère des Etats-Unis en Asie centrale
depuis la fin des années 90 :
refoulement de la Russie, propagation de la démocratie, ou intérêts
pétroliers ?***

SOMMAIRE

Introduction

Première partie : les objectifs

La doctrine officielle

Leurants de pensée

Deuxième partie : l'épreuve des faits

Le roll back de la Russie

La propagation de la démocratie

La toile de fond du pétrole

Troisième partie : les derniers évènements

Le revirement ouzbèke

L'empire russe contre attaque

La réaction américaine

Conclusion

1 INTRODUCTION

L'évocation des Etats-Unis suscite invariablement en nous des réactions assez étranges. Mêlés d'admiration, voire de fascination, pour les idéaux de liberté que les USA représentent et promeuvent, nos sentiments à leur égard sont néanmoins parfois beaucoup plus nuancés : leur dernière campagne en Irak a frappé l'opinion mondiale par son caractère unilatéral et par la brutalité avec laquelle les Etats-Unis conduisent d'une manière générale leur politique étrangère.

Ce domaine particulier qu'est la politique étrangère est également source de controverse lorsque nous envisageons l'histoire américaine. En effet, il renvoie pour la majorité des gens à un mouvement de balancier permanent entre deux notions opposées – et sans cesse rebattues - d'impérialisme et d'isolationnisme

Une fois de plus, l'actualité internationale nous conduit à nous poser cette question : les Américains sont-ils de nos jours tentés par un nouvel isolationnisme exprimant ainsi leur volonté de s'occuper en premier lieu de leurs affaires intérieures, ou bien sont-ils séduits au contraire par un interventionnisme idéaliste, instrument de propagation des idéaux démocratiques ?

L'analyse du paysage géopolitique de la fin des années 80 explique effectivement que nous soyons amenés à nous interroger. Le monde des relations internationales a en effet considérablement changé en l'espace de quelques années. La chute du Mur de Berlin, la fin de l'Union soviétique ont propulsé en première ligne un pays qui est devenu alors la superpuissance mondiale. Hubert Védrine a même utilisé l'expression « d'hyper puissance » lorsqu'il évoquait les Etats Unis à cette époque, soulignant de cette manière l'impressionnant pouvoir concentré en un seul état, ou à tout le moins le décalage impressionnant entre les USA et leurs compétiteurs dans les quatre domaines phares de la puissance : l'aspect culturel, l'aspect économique, l'aspect technologique et enfin l'aspect militaire.

L'intérêt de ce mémoire apparaît ainsi plus nettement puisque cette étude se propose d'examiner des faits allant du début des années 1990 à

nos jours. En effet, son objectif est de montrer que la politique étrangère des Etats-Unis depuis ce tournant fatidique de la fin des années 80 répond assez fidèlement à une conception géopolitique défendue dans la première moitié du 20ème siècle par Nicholas Spykman : nous verrons ci-après que les Etats-Unis ont tenté un encerclement de la Russie en investissant le **rimland** - croissant périphérique ceinturant la Russie d'est en ouest. En effet, selon Spykman, **qui contrôle le rimland, contrôle l'île monde et donc la planète.**

Pour des raisons évidentes de concision, l'étude se cantonnera à la seule zone de l'Asie centrale et plus particulièrement aux cinq républiques situées à l'est de la Mer Caspienne : le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Les pays situés plus à l'ouest tels que l'Azerbaïdjan ou l'Ukraine pourront être cités au fil de l'étude mais sans être pour autant examinés en détail.

Nous évoquerons tout d'abord les déclarations et les documents officiels du gouvernement et de la Présidence des Etats-Unis au début des années 1990 ainsi que les travaux des principaux penseurs et Think tanks de cette époque d'une manière générale. Ils donneront un éclairage théorique sur l'évolution de la présence américaine dans la région en s'appuyant sur une doctrine clairement définie et proclamée (discours présidentiels, interventions des secrétaires d'Etat), ou sur des pensées véhiculées d'une manière plus feutrée mais tout aussi efficace (orientations des Think tanks majeurs).

Nous pourrons ainsi par la suite relier les applications concrètes mises en œuvre par les organes américains de 1990 jusqu'à nos jours avec les objectifs initialement annoncés, particulièrement dans la zone géographique précisée ci-dessus. Ceux-ci seront étudiés en trois volets successifs : le refoulement de la Russie, la propagation de la démocratie et enfin les intérêts pétroliers, sujet brûlant à l'heure actuelle.

Enfin, nous examinerons pour finir les derniers soubresauts géopolitiques locaux et plus particulièrement la réaction ouzbèke et verrons que la grande puissance régionale que constitue la Russie a décidé de réagir. Il sera temps alors de regarder plus en détail comment la première

puissance mondiale réagit à ce que l'on peut qualifier très simplement de « rébellion à son autorité ».

2 LES OBJECTIFS

2.1 La doctrine officielle: évolution de la politique étrangère des USA de 1990 à nos jours

La chute du mur de Berlin ainsi que la disparition soudaine de l'Union soviétique au tout début des années 1990 modifia à l'époque profondément le paysage géopolitique mondial. Les Etats-Unis se retrouvèrent alors dans une position qu'ils n'avaient jamais connue auparavant : ils étaient dorénavant la seule puissance planétaire et se retrouvaient pour la première fois dans leur courte histoire sans ennemi à affronter. Leur politique étrangère dût en tenir compte et s'adapter. Les paragraphes suivants brossent ainsi sommairement l'évolution des objectifs de politique étrangère prônés officiellement par les USA de la fin des années 80 à nos jours.

2.1.1 Le nouvel ordre mondial de George Bush (1988-1992)

Sous la présidence de George Bush (père), l'effondrement de l'Union soviétique et la création de la CEI en 1991 ont constitué les deux éléments marquants de cette fin de décennie.. Mais auparavant, dans un discours célèbre du 11 septembre 1990 le président des USA considérait déjà l'avènement d'un « **nouvel ordre mondial** » comme l'un des objectifs à atteindre après la défaite de Saddam Hussein. Ce concept fut alors précisé quelque temps plus tard en avril 1991 après la victoire des alliés sur le Président irakien¹. Il désignait très clairement la nouvelle responsabilité que les succès des Etats-Unis leur imposaient. Restant en effet la seule superpuissance et étant totalement dépourvue d'adversaire à sa mesure, la nation américaine devait promouvoir une nouvelle façon de travailler avec les autres nations « pour **dissuader toute agression, assurer la stabilité, la prospérité et la paix.** »²

¹COLSON, Bruno, L'Amérique et le monde de l'après guerre froide : le débat conceptuel in www.stratisc.org/pub_bruno_colsonstraeu_3.html

² Op. cit.

Ces orientations prirent ensuite définitivement corps avec l'arrivée de Bill Clinton à la Présidence des Etats -Unis. Une conception démocrate s'imposa alors, caractérisée en premier lieu par un attachement fort aux idéaux démocratiques.

2.1.2 La doctrine Clinton (1992- 2000)

Avec l'accession d'un président démocrate à la présidence, une nouvelle conception de la politique étrangère apparut. Celle-ci fut esquissée peu de temps après la Convention nationale du Parti démocrate, devant le Los Angeles World Affairs Council, en août 1992. Les Etats-Unis ne devaient plus soutenir des régimes opposés aux libertés et acceptaient, au moins dans le discours, le principe d'un « **interventionnisme humanitaire**. Bill Clinton chercha donc un juste milieu entre un isolationnisme instinctif et un machiavélisme prudent. « Il a laissé ses deux ministres successifs – le premier très inerte, qui se méfiait de toute vision à long terme ; la seconde, élève orthodoxe de Zbigniew Brzezinski – mener des politiques contradictoires, plus marquées par l'esprit de la guerre froide que par celle du nouveau monde en gestation. »³.

Ce concept prit alors le nom d' « **enlargement** » ou élargissement démocratique. Il fut clairement énoncé pour la première fois en 1993, devant l'assemblée générale des Nations Unies. Ses buts étaient simples : **encourager la naissance de nouvelles démocraties ; favoriser le développement du marché et les habitudes du libre-échange au sein de sociétés traditionnellement réfractaires à ces idées ; constituer une véritable communauté internationale d'Etats et de régions démocratiques.**

Une première amélioration du concept apparut ensuite en janvier 1994 : la doctrine d'élargissement, auparavant cantonnée aux seuls domaines économique et politique, s'étendait désormais au domaine militaire : ainsi l'OTAN devait s'élargir pour accueillir les nouvelles démocraties de marché.

Enfin, une dernière mutation du concept fut concrétisée par le rapport de 1997 du Conseil National de sécurité, *A National Security Strategy for a*

³ ADLER, Alexandre, *J'ai vu finir le monde ancien*, chap. 1 Les Etats Unis

New Century. L'intérêt national des USA était ainsi défini et divisé en intérêts vitaux, intérêts nationaux importants, et intérêts humanitaires.⁴

Mais cette approche qui voulait concilier les idéaux wilsoniens et le réalisme pragmatique typiquement américain se résuma en fin de compte à une prééminence de l'économie sur les idéaux politiques.

2.1.3 L'axe du mal de G.W. Bush fils (2000 -)

L'arrivée au pouvoir de George Walker Bush fut quelque peu difficile et laissait présager en 2000 un recentrage de la politique américaine dans le domaine des affaires intérieures afin d'asseoir plus facilement la légitimité du nouveau président.

Le choc du 11 septembre 2001 va accélérer au contraire la mise en place d'une doctrine déjà partiellement évoquée en 1992 dans un rapport du Defense Planning Guidance: **le maintien du leadership de « l'empire du bien »**. L'auteur, ou tout du moins le coordonnateur de cette étude qui aurait dû rester confidentielle n'est autre qu'un certain Paul Wolfowitz, futur *Deputy Secretary of defense* du Président G.W. Bush en 2001. Le concept est simple et bien éloigné des idéaux wilsoniens : **les USA sont la seule superpuissance et doivent prendre tous les moyens qui s'imposent pour le demeurer.**

Cette orientation se retrouve également dans les opinions exprimées par l'actuelle Secrétaire d'Etat, Mme Condoleezza Rice. En effet, selon Mme Rice, l'intérêt national américain se résume à cinq priorités qui sont exposées ci-après :

1. **Préserver la suprématie militaire des États-Unis**, en s'assurant que tout est mis en œuvre pour éviter la guerre, et, si la prévention échoue, engager le combat pour la défense des intérêts américains.
2. **Promouvoir le libre échange** et tout ce qui contribue à la croissance économique des États-Unis et de leurs alliés.
3. **Renforcer les liens avec les alliés des États-Unis**, qui « partagent les valeurs américaines et peuvent ainsi partager le fardeau de la promotion de la paix ».

⁴ Op. cit. Colson

4. **Développer les relations avec les grandes puissances**, en particulier la Russie et la Chine.

5. **Agir avec détermination** contre les pays ou les régimes hostiles qui ont recours aux actes de terrorisme ou déploient des armes de destruction massive.⁵

Les différentes orientations en matière de politique étrangère durant ces vingt dernières années sont donc quelque peu fluctuantes, voire franchement opposées, si l'on met en parallèle la « tentation démocratique » du Président Clinton avec le manichéisme volontariste du Président Bush fils.

Il est cependant possible de trouver une certaine continuité à toutes ces actions : elles ont toutes pour point commun d'assurer le leadership américain, que ce soit dans le domaine économique durant la période démocrate, ou bien plus clairement aujourd'hui dans le domaine militaire, comme cela est clairement annoncé par Mme Condoleezza Rice.

Mais la vie politique américaine ne se résume pas simplement aux organismes gouvernementaux et aux conseillers du Président. Les Think tanks entretiennent une réflexion permanente et extrêmement variée au service de la nation. Leur imbrication au sein de la vie politique américaine en fait des acteurs importants et influents qui orientent avec force les courants de pensée qui s'expriment aux Etats-Unis.

2.2 Les courants de pensée

2.2.1 L'apport des Think tanks

“Of the many influences on U.S. foreign policy formulation, the role of think tanks is among the most important and least appreciated.”

Richard Haass, Director of Policy and Planning U.S. Department of State.

“There are moments in the evolution of U.S. foreign policy where Think tanks have had a decisive impact in reshaping conventional wisdom and setting a new course on a key strategic issue.”

Ronald D. Asmus, Senior Transatlantic Fellow, German Marshall Fund of the United States, and Adjunct Senior Fellow, Council on Foreign Relations.

Ces deux citations expriment très clairement l'impact qu'ont les Think tanks sur la politique étrangère des Etats-Unis, de l'aveu même d'une personne influente du Département d'Etat. Ainsi, parmi la multitude des Think tanks existant aux USA⁶ et traitant de politique étrangère, deux d'entre eux nous ont semblé plus intéressants pour notre étude : la RAND Corporation et le Brookings Institute.

Mais en guise d'introduction, il est important de noter à quel point il y a interpénétration entre le monde des Think tanks et celui de la politique aux USA. En effet, ci-dessous figure une courte liste de personnalités appartenant à des Think tanks et faisant partie du gouvernement des USA - ou en ayant fait partie- et prouve une nouvelle fois l'influence considérable de ces organismes. Nous y retrouvons déjà de nombreux Conseillers à la défense ou des Secrétaires d'état.

Following is a list of some prominent Americans who have served both in government and in think tanks:

James Baker: Honorary Chairman of the James A. Baker III Institute for Public Policy at Rice University in Texas

Formerly: Secretary of State for the first Bush Administration (1989-1992), Secretary of the Treasury and Chairman of the President's Economic Policy Council (1985-1988).

Zbigniew Brzezinski: Counselor for the Center for Strategic and International Studies

Formerly: President Carter's National Security Adviser (1977-1981).

Strobe Talbott: President of the Brookings Institution

Formerly: Deputy Secretary of State in the Clinton Administration (1994-2001), Special Assistant to the President and Senior Director for Near East

⁵ RICE, Condoleezza, Campaign 2000, Foreign Affairs Jan Feb. 2000

⁶ Cf. Annexes

James Steinberg: Vice President and Director of Foreign Policy Studies, The Brookings Institution

Formerly: Clinton Administration Deputy National Security Adviser (1996-2000), Director of Policy and Planning at the State Department (1994-1996), a senior analyst at RAND (1989-1993).

2.2.1.1 La RAND Corporation

La RAND Corporation est l'un des Think tanks les plus connus. Depuis plus de 60 ans, son but est d'aider à l'établissement de politiques et de fournir des aides à la décision dans des domaines très variés. Ceux-ci s'étendent des sujets socio-économiques tels que l'éducation et la pauvreté, aux questions de sécurité nationale. Ce Think tank produit entre autres des rapports annuels auxquels nous nous sommes référés et en particulier une série d'études et de rapports dans le cadre d'un projet intitulé Project Air Force. Il comprend en outre une division de recherche intitulée Center for Russian and Eurasian studies.

Pour la RAND, deux raisons majeures exigent la présence américaine en Asie centrale :

- l'émergence possible de « failed states » où développement économique et politique ont failli, et peuvent conduire à une instabilité et des problèmes de sécurité aux retombées mondiales (le 11 septembre en est un exemple éloquent).
- Les USA ont un fort intérêt dans le développement des ressources énergétiques locales, mais d'autres nations clés du jeu économique et diplomatique mondial également.

Mais cela a bien évidemment évolué depuis le 9/11 car cette région n'était pas auparavant une priorité stratégique pour Washington : l'engagement y était limité. L'opération en Afghanistan « Enduring freedom » a été finalement le catalyseur de ce changement.

Enfin, dans un document de 2005 du projet PAF (Project Air Force), les chercheurs de la RAND concluent que la solution réside dans une **approche collaborative avec les états voisins** tels que la Russie, la Chine, la Turquie et l'Inde. La situation de cette région étant primordiale pour la Russie, ils

préconisent un **rapprochement avec les Russes** dans les domaines économiques et militaires notamment.

2.2.1.2 The Brookings institution

Ce Think tank célèbre ces 90 ans en 2006 et comme celui évoqué ci-dessus est une organisation privée à but non lucratif. Comme la RAND, la Brookings Institution dispense des études et des idées nouvelles à destination des politiciens et des media. Son spectre couvre tout le domaine de la politique publique, et donc traite bien évidemment de politique étrangère.

Concernant l'Asie centrale, ce Think tank précise que les USA ont été actifs dans la région en termes d'aide, de programmes militaires et de développement de ressources énergétiques depuis 1991. Mais depuis le 11 septembre, les considérations de sécurité ont pris le dessus sans négliger le soutien à la croissance économique ou le développement politique. L'objectif d'une stabilité à long terme résultera de changements internes dans les cinq républiques.

Les USA doivent donc poursuivre leurs objectifs politiques en **combinant diplomatie, aide économique, développement des relations et augmentation de leur présence militaire** , pour poursuivre leur campagne en Afghanistan.

Ainsi alors que le discours officiel insiste surtout sur le leadership américain économique et militaire, les think tanks préconisent une action plus mesurée, plus en souplesse, dans cette région du monde. Une perspective plus large évoque même un rapprochement avec la Russie.

Cette dernière idée a priori surprenante nous invite assez naturellement à considérer les déclarations d'une figure du monde diplomatique. Mr Zbigniew Brzezinski est en effet l'un des premiers à avoir clairement défini les objectifs poursuivis par les USA en matière de politique étrangère dans un ouvrage désormais célèbre : *The grand chessboard*, et à avoir notamment nettement développé l'attitude que devait s'imposer l'Amérique face à l'ancien empire de l'Est.

2.2.2 « Le Grand échiquier » de Zbigniew Brzezinski

Comme cela a été précisé auparavant, Zbigniew Brzezinski a été le conseiller du Président Jimmy Carter. Maintenant professeur à l'université John Hopkins, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont le plus célèbre est sans nul doute « The grand chessboard » (le grand échiquier). Publié en 1997, cet essai expose la vision du monde de Mr Brzezinski et surtout décrit les orientations souhaitables pour la politique étrangère des Etats-Unis.

Il désigne notamment dans cet ouvrage certaines nations états pivots ou acteurs majeurs des futures relations internationales : selon l'auteur, les cinq acteurs stratégiques rassemblent ainsi l'Allemagne, la France, la Russie, la Chine et l'Inde ; Il est également intéressant de noter que l'objectif majeur recherché en Europe est le « désarrimage de l'Ukraine » de la Russie **afin de priver cette dernière de toute velléité de puissance impériale**. La thèse majeure défendue dans cet essai est en effet le cantonnement de la Russie à un rôle de puissance régionale en déniaut à cette dernière toute capacité à redevenir une puissance à vocation mondiale. Il préconise donc un « **containment** » de la Russie en ceinturant celle-ci : l'Ukraine, les pays baltes, les anciens pays du bloc de l'est doivent rejoindre la communauté occidentale.

En ce qui concerne les républiques eurasiatiques, les conseils sont on ne peut plus clairs puisque les USA doivent **soutenir fortement** les Républiques d'Asie centrale afin de montrer à Moscou que ces zones ne sont plus une région qu'ils peuvent manipuler à leur guise.

En outre, cette région recèle **d'importantes ressources énergétiques** alors que la consommation mondiale croît de façon exponentielle⁷.

Enfin, cette zone peut rapidement devenir une zone de très grande instabilité si les puissances régionales s'affrontent pour son contrôle (Russie, Iran, Turquie). Il est intéressant de noter par ailleurs que Mr Brzezinski préconise également aux Etats-Unis de ne pas se mettre à dos l'Iran qui est la sortie naturelle des hydrocarbures de la région caspienne.

⁷ GIRARD, Isabelle, Le grand échiquier, L'Evènement du jeudi du 8 au 14 janvier 1998, interview de Zbigniew Brzezinski

Ainsi, en quelques mots toute sa stratégie est résumée :
« Le sort de l’Azerbaïdjan et de l’Asie centrale, à l’égal de celui de l’Ukraine, dictera ce que sera ou ne sera pas la Russie à l’avenir. »⁸

Cette première partie nous a donc livré très synthétiquement les orientations en matière de politique étrangère des Etats-Unis depuis le début des années 1990. D’un idéalisme « sincère » à un pragmatisme économique sous tendu par des considérations sécuritaires, la politique étrangère présente toutefois une certaine continuité quel que soit le parti au pouvoir : que ce soit dans le domaine économique et maintenant de surcroît dans le domaine militaire, les USA doivent occuper et demeurer à la première place.

L’imbrication des Think tanks avec la politique irrigue en permanence l’analyse et par suite la conduite de la politique étrangère aux USA. Ainsi l’objectif du « leadership américain » peut être tempéré dans la zone d’Asie centrale par une approche multilatérale où un rapprochement avec les Russes semble souhaitable.

Enfin, un troisième point de vue incarné par Mr Brzezinski propose au contraire un isolement de la Russie en la privant de toute possibilité de redevenir une puissance mondiale.

L’analyse des faits doit maintenant démontrer quel « courant » a été suivi favorablement : « America first » correspondant à une arrivée en force des USA dans les cinq républiques en vue de conquérir de nouveaux marchés, un partenariat stratégique avec la grande puissance locale qu’est la Russie dans un souci de stabilité régionale, ou bien l’isolement de la « Reine russe » de ses pièces centrasiatiques, si cher au Conseiller du président Carter.

⁸ FABRE, Hubert-Cyprien, Le grand échiquier de Zbigniew Brzezinski
www.stratisc.org/strat_69%20BRZEZINSKI.html

3 L'EPREUVE DES FAITS

3.1 Le Roll back de la Russie

“To keep the Russians out, the Americans in, the Germans down.”

« Maintenir les Russes dehors, les Américains dedans, les Allemands *en bas* » telle était la raison d'être de l'OTAN à ses origines d'après cette formule célèbre du général Ismay, son premier Secrétaire général.

La situation en Asie centrale pourrait être illustrée par une formule similaire lorsque l'on analyse de nos jours les actions américaines dans les domaines correspondants à l'aide militaire et économique (il faudrait toutefois remplacer Germans par Chinese). Mais un court rappel historique préliminaire démontre que cette volonté d'évincer la Russie de la région n'est pas une situation inédite et que l'attrait russe vers le sud est bien une constante géopolitique. .

3.1.1 « Le Grand jeu » :

Pendant toute la durée du 19^{ème} siècle, la Russie et le Royaume Uni se sont en effet opposés pour le contrôle de la zone sud de la mer Caspienne. Cet affrontement a été qualifié de Grand jeu car il a ressemblé en de nombreux points à une véritable partie d'échecs. De par sa durée et son intensité, cette opposition entre les deux puissances majeures de la fin du 19^{ème} siècle a très nettement marqué la région. En effet, le « jeu » ne s'est arrêté qu'au début du 20^{ème} siècle avec la création de l'Irak, état tampon entre les Indes anglaises et les républiques sous influence russe.

Ainsi, empêcher la grande puissance russe de s'ouvrir une route vers les mers chaudes du sud a déjà été une volonté anglo-saxonne. Les nouvelles implantations militaires américaines dans les républiques d'Asie centrale forment une première barrière face au désir de Moscou de reconquérir son ancienne zone d'influence.

3.1.2 Les relations d'ordre militaire :

L'influence militaire américaine a très légèrement augmenté dans les cinq républiques d'Asie centrale depuis la chute du mur de Berlin car, à l'origine, les USA ne possédaient pas dans les années 1990 d'intérêts particuliers dans cette région du monde, qu'ils soient d'ordre économique ou diplomatique. Le choc de l'attaque du 11 septembre 2001 a considérablement changé la donne.

Les premiers contacts entre les américains et les cinq républiques datent en effet du début des années 1990. A cette époque, la préoccupation principale du Département d'Etat était la traçabilité des ogives nucléaires qui se trouvaient dans ces régions. La priorité fut donc mise sur l'élimination des armes nucléaires stratégiques du Kazakhstan -afin de contrer la menace de prolifération- au travers du programme CTR (Cooperative Threat Reduction⁹), mais également à la destruction d'usines de fabrication d'armement chimique et de stocks d'armes biologiques¹⁰

Ensuite, confrontés au problème grandissant de l'islamisme radical dans la région, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan conclurent des accords d'entraînement de forces spéciales et de fournitures d'équipement militaires avec les Américains à la veille de l'an 2000¹¹. De la même manière, l'accord CTR avec le Kazakhstan évolua par la suite en un *International Military Education and Training* (IMET) associé à un contrôle des exportations.¹²

Le réel tournant de ces relations militaires suivit bien évidemment les événements du 11 septembre 2001. La planification de l'opération *Enduring freedom* nécessitant des bases de transit afin d'acheminer hommes et matériel sur le théâtre, l'intérêt américain pour la zone alla croissant.

Les républiques d'Asie centrale permirent tout d'abord le survol des missions humanitaires, mais même si plusieurs désiraient offrir également

⁹ Le projet Saphir permit en 1994 de transférer 581 kg d'uranium enrichi du Nord Kazakhstan au Oak ridge National Laboratory dans le Tennessee. (PAF RAND 2005)

¹⁰ Cf. fiche pays Kazakhstan US Department of state

¹¹ OLIKER SCHLAPAK, US interests in Central Asia, policy priorities and military roles, PAF RAND 2005

¹² Cela ne va pas toujours sans mal : les Kazakhs ont détérioré cette relation bilatérale en vendant des avions Mig à la Corée du nord en 2000 malgré les accords passés avec les USA. (PAF RAND 2005). « L'armée kazakhe peut être considérée comme un fournisseur

la possibilité de survol aux missions de combat, seul le Kirghizstan l'annonça publiquement. Finalement, l'implantation américaine s'effectua sur trois sites : Karshi Khanabad (K2) en Ouzbékistan, Manas au Kirghizstan, pour les deux sites principaux, et Ashqabad au Turkménistan en tant que simple site de ravitaillement en carburant¹³.

Des accords de coopération militaires furent donc signés entre les USA et l'Ouzbékistan très désireux de nouer des liens très étroits avec les américains¹⁴, et le Kirghizstan. Ceux-ci se concrétisèrent par la fourniture de différents équipements, d'assistance médicale et même d'entraînements communs.

Enfin, il est intéressant de noter que l'implantation américaine en Afghanistan et en Géorgie menée quelques années plus tard accrédite la thèse de l'encerclement de la Russie¹⁵. En effet, Les USA ont d'abord été préoccupés sur le plan de la sécurité par l'éventuelle prolifération des armes de destruction massive. Leur « empreinte » en Asie centrale a été fortuite car elle a correspondu à une situation qui n'avait pas été envisagée avant le 11 septembre. Le déploiement à l'est a donc été en quelque sorte une bonne occasion de continuer l'isolement de la Russie sans avoir été planifiée auparavant. L'examen de l'aide économique dispensée aux républiques d'Asie centrale avant et après le 9/11 corrobore cette première conclusion.

3.1.3 L'aide à l'épreuve des chiffres

Cet autre domaine montre également que l'implication américaine en termes d'aide économique est allée de pair avec les avancées militaires. Les chiffres sont en effet éloquentes et confirment l'évolution opérée depuis 2001. Le total des aides américaines versé entre 2001 et 2003 correspond à pratiquement deux tiers des aides versées de 1992 à 2001. Le cas de l'Ouzbékistan prouve l'intérêt accordé à ce pays par les Etats-Unis : les deux parts sont sensiblement égales.

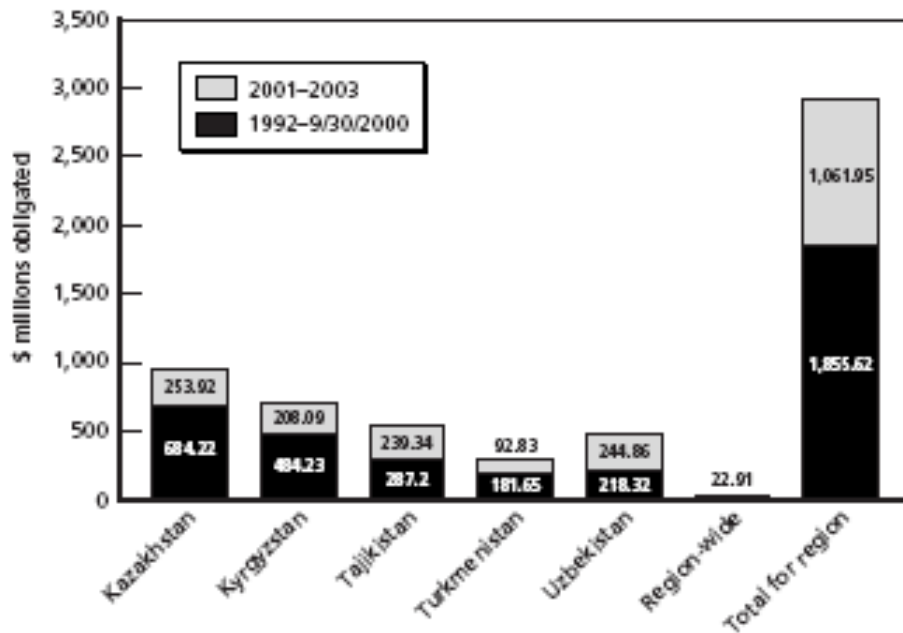
essentiel du marché parallèle » d'armes in Les enjeux de la sécurité et de la stabilité en Asie centrale, Pradon Hélène

¹³ Op. Cit. OLIKER SCHLAPAK p.12

¹⁴ Military Cooperation Agreement between US and Uzbekistan 2002, Project Air Force.

¹⁵ Cf Annexe Carte n°1

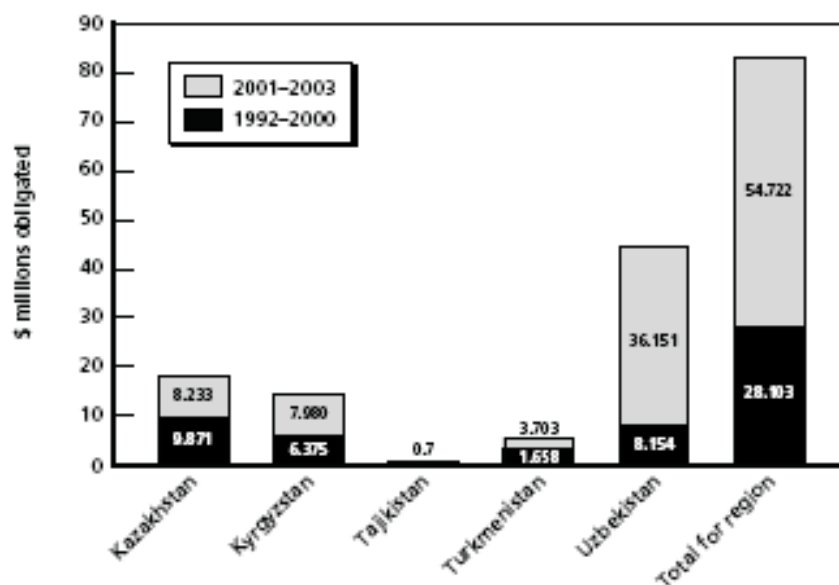
Figure 2.1
Total U.S. Government Assistance to Central Asia, 1992–2003



SOURCE: U.S. Department of State (2003).
RAND MG238-2.1

Mais cela vaut également pour le domaine militaire comme le précise le schéma ci-dessous, où la tendance est nettement plus marquée. Le graphique illustre bien une nouvelle fois la grande priorité donnée à l'Ouzbékistan.

Figure 2.2
U.S. Military Aid to Central Asia (IMET and FMF), 1990–2003



SOURCE: Federation of American Scientists (2005).
RAND MG238-2.2

Ainsi l'impact économique américain est permanent dans la région depuis 1990, mais avec une très nette accélération à partir de 2001. Or cela n'est possible que parce que s'effectue au même moment un recul certain de la Russie, qui ne peut apparemment pas résister à la pression américaine.

3.1.4 Le recul tactique de la Russie

Malgré une expansion en Asie centrale remontant à la fin du 19^{ème} siècle¹⁶, la Russie sous la présidence de Boris Eltsine connaît une perte d'influence russe en Asie centrale. En effet, la mode est à l'ouest et l'engouement paraît sans limite pour ce qui est occidental. La Russie retrouve alors des frontières proches de celles qu'elle avait au 17^{ème} siècle et 25 millions de Russes dépendent alors de gouvernements étrangers.¹⁷ Ainsi de très nombreux Russes vont quitter ces nouvelles républiques d'Asie centrale et concrétiser ce premier reflux.

Le pragmatisme du Ministre Evgueni Primakov permettra par la suite de contrer ce mouvement en contribuant à la sécurité collective de la zone par la mise en œuvre de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), puis à y associer la nouvelle grande puissance régionale que constitue la Chine via l'OCS ou Organisation de coopération de Shanghai. En effet, au même moment se développent islamisme radical et trafics mafieux.

L'opération Enduring freedom consacre ensuite l'arrivée des Américains dans la région. Vladimir Poutine négocie un soutien sans réserve aux Américains et donc autorise leur implantation, mais voit une nouvelle fois son influence dans la région s'affaiblir car aucune des structures antiterroristes mises en place par Moscou au sein de l'OTSC ou de l'OCS ne sont utilisées¹⁸ pour lutter contre ce fléau contre lequel l'Amérique est partie en guerre (War on terrorism).

¹⁶ L'expansion s'est faite sous l'impulsion d'Alexandre Gorchakov, ministre des affaires étrangères sous Alexandre II, à la suite du traité de Paris en 1856 in www.ifri.org/files/Russie/Putin_AsiecentraleGomar.pdf

¹⁷ In La Russie en quête d'un nouveau rôle www.monde-diplomatique.fr/2001/05/DE_LA_GORCE/15202

¹⁸ Ibid.

Mais cette éclipse russe laisse présager un retour : affaiblie par la crise pétrolière de 1994 et financière de 1998, la Russie se replie sur son territoire national pour refaire ses forces. Le 11 septembre a fourni une bonne occasion à Vladimir Poutine de se rapprocher d'un Occident soudain plus sensible à sa lutte contre la guérilla tchéchène. Tout en confiant momentanément la stabilité de la zone sud de l'Asie centrale aux Américains, les Russes restent tout de même présents en assurant le contrôle des frontières tadjikes¹⁹.

Ainsi l'analyse des actions militaires et économiques nous démontrent que l'implication américaine en Asie centrale n'est pas une application préméditée du concept de *containment*, et participe peut-être d'une autre stratégie. Les récentes déclarations du Président Bush lors de son discours sur l'état de l'Union soulignent de nouveau l'attachement américain à la démocratie comme facteur de stabilité mondiale. L'investissement des Etats-Unis en Asie centrale correspond peut-être à cette vision du monde.

3.2 La propagation de la démocratie : idéalisme ou instrument de puissance

3.2.1 La conception de Zbigniew Brzezinski

L'ancien conseiller de Jimmy Carter a proposé dans son ouvrage « The grand chessboard » de propager la démocratie dans le monde car cela ne peut être que bénéfique aux intérêts des Etats-Unis. Il préconise d'utiliser d'ailleurs la tête de pont que constitue l'Europe pour projeter les valeurs de la démocratie plus à l'est. Pour cet universitaire, cela ne revêt pas l'aspect d'un projet messianique à proprement parler, mais correspond plutôt à un pragmatisme extrême s'appuyant sur la démocratie comme facteur de stabilité mondiale. Nous sommes ainsi bien loin des idéaux wilsoniens.

3.2.2 Réalisme contre idéalisme

Comme cela a été précisé dans la première partie, la politique étrangère américaine considérait dès le début des années 1990 le

¹⁹ Op cit PAF p.48

développement de la démocratie comme une priorité. Le président Clinton en avait fait son cheval de bataille dès son arrivée au pouvoir, le président Bush l'a proclamé de nouveau lors du dernier discours sur l'état de l'union début février 2006. Quelques réalisations concrètes ont vu timidement le jour entre temps, particulièrement en Asie centrale.

Il faut cependant noter que les cinq anciennes républiques de l'union soviétique devenues indépendantes après le 8 décembre 1991 n'ont connu initialement qu'une transformation de façade. Les systèmes sont restés autoritaires et sont passés du soviétisme au nationalisme officiel²⁰. Les anciennes nomenklatura sont majoritairement restées au pouvoir et n'ont assuré aucune transition démocratique.

L'action américaine dans ce domaine est restée très limitée jusqu'au 11 septembre et reste toujours très controversée à propos des visées idéalistes censées la justifier. Ainsi est-il intéressant de relever ce qui est publié sur le site USAID (*US Agency for International Development*) en février 2006 dans la rubrique *Democracy and governance* :

« In the aftermath of September 11, Central Asia and Caucasus have become front line states in the war against terrorism. The Caspian region's tremendous oil and gas resources add to its importance to the United states; the proven oil reserves of just two states in the Caspian Sea basin (Kazakhstan and Azerbaijan) are just slightly less than those of the United states.»

En outre, malgré le programme de promotion de la démocratie de Mr Clinton, les USA se sont retrouvés en Asie centrale dans une situation délicate : promouvoir la démocratie ainsi que le développement économique correspondait à leur objectif prioritaire de stabilisation et de neutralisation des WMD (weapon of mass destruction : arme de destruction massive) ; or entretenir des liens étroits avec des républiques peu respectueuses des droits fondamentaux était une mauvaise publicité pour les USA et des relations trop étroites avec ces républiques risquait d'irriter le partenaire russe²¹.

²⁰ DJALILLI KELLNER Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, , www.diploweb.com

²¹ Op. Cit. RAND PAF p.49

Ainsi, contrairement au programme annoncé, s'investir directement dans cette région est semble-t-il moins prioritaire qu'un investissement démocratique en Ukraine.

3.3 La toile de fond du pétrole

3.3.1 Les ressources de la Caspienne

Selon les sources, la région de la Mer Caspienne contiendrait « entre 2% et 6% des réserves mondiales de pétrole, et de 6% à 10% des réserves mondiales de gaz naturel. »²².

En 2003, la production des pays de la Caspienne s'élevait à 1,7 millions de barils par jour et les projections de 2010 évaluent une augmentation entre 2,4 et 5,9 millions de barils par jour. Les deux pays principalement concernés sont le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan. En ce qui concerne le gaz, la zone est également riche et les pays producteurs sont le Turkménistan (qui détient le plus important potentiel en gaz naturel), le Kazakhstan et depuis peu l'Azerbaïdjan²³. Les réserves identifiées au Turkménistan sont de 3500 milliards de m³ mais pourraient s'élever selon les autorités à 21000 milliards de m³. Le Kazakhstan possède en revanche des ressources plus relatives avec 2300 milliards de m³.

Mais, pour les américains, ceci ne constitue pas une priorité énergétique car ce volume de ressources n'est pas assez suffisant pour influencer considérablement l'évolution des prix²⁴. En revanche, elles sont sources de tensions importantes car elles sont d'une part la principale source de revenus pour des pays tels que le Turkménistan ou le Kazakhstan et constituent d'autre part une source de conflits frontaliers pour la délimitation des parts de la Mer Caspienne appartenant à chaque Etat.

Cette évolution des appétits en Mer Caspienne doit cependant être considérée à la lumière de la situation énergétique actuelle.

²² JAFALIAN, Annie, in Politique américaine concernant les enjeux énergétiques dans la région de la mer caspienne, http://www.defense.gouv.fr/sites/das/dossiers/politique_americaaine_dans_la_region_de_la_mer_caspienne

²³ In Une région stratégique, l'influence américaine, www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/mer-caspienne/region-geostrategique.shtml

3.3.2 La situation actuelle mondiale

La situation pétrolière actuelle mondiale est très tendue et l'accès aux ressources en hydrocarbures devient un enjeu stratégique. Ce durcissement du marché est principalement dû à la consommation exponentielle de la Chine, mais également de l'Inde, soutenues par des croissances économiques records. Afin de ne pas être entravés dans leur longue marche vers la prospérité, les Chinois n'hésitent pas à préempter des zones productrices de pétrole en achetant des concessions exclusives pour plusieurs années²⁵. L'Inde agit de même et se place également sur le marché car les besoins de développement de chacun de ces deux pays seront conditionnés par leur accès futur aux ressources pétrolières. Ainsi selon un rapport du principal organe chinois de planification économique, en 2010, la moitié des besoins pétroliers de la Chine proviendra des importations, ce taux pouvant atteindre 80% en 2020²⁶. Il est alors évident et néanmoins inquiétant que les deux grandes puissances en devenir que sont l'Inde et la Chine s'entendent en ce domaine, en définissant une stratégie commune²⁷

En revanche, la politique suivie par les Etats-Unis est a priori différente. En effet, leur principal souci est de garantir un accès libre aux différents sites de production, conformément à la logique de libre-échange et de concurrence prônée par les Etats-Unis depuis leur avènement. Leur action en Asie centrale est à ce titre semblable à leurs prétentions dans le Golfe de Guinée : empêcher que les ressources énergétiques ne soient verrouillées par une nation particulière.

Ces perspectives stratégiques d'accès au pétrole expliquent ainsi très naturellement les différents projets de réseaux d'évacuation des ressources énergétiques hors de l'enclave de la Mer Caspienne, que ce soit vers l'ouest, le sud, ou bientôt vers l'est et la Chine.

²⁴ Op cit RAND PAF p.6 Background

²⁵ La Chine a récemment acheté des concessions au Soudan. Toutes les concessions dans la région du Darfour sont contrôlées par la CNPC (China National Petroleum Corporation).

²⁶ STUDER, Elizabeth, La Chine poursuit sa quête énergétique au Nigéria, www.leblogfinance.com

²⁷ STUDER, Elizabeth, Chine/Inde : accord énergétique, www.leblogfinance.com

3.3.3 Les réseaux actuels et en projet

Fidèles à leur politique de libre accès, les Américains « privilégient officiellement des routes multiples »²⁸, en favorisant des évacuations selon un axe est-ouest qui évite soigneusement les territoires russe et iranien, bien que la sortie par le sud et donc le Golfe Persique soit plus courte et plus économique.

Les projets iraniens de liaison entre le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et donc l'Iran, sont ainsi pour l'instant bloqués grâce au veto américain sanctuarisé par l'*Iran-Lybia Sanctions Act* de 1996²⁹.

Les oléoducs en activité consacrent aussi pour l'instant le rôle central que jouait la Russie dans les années précédentes, qui exerçait un quasi monopole jusqu'en mai 2005. En effet, la mise en service de l'oléoduc surnommé BTC (Bakou Tbilissi Ceyhan) a ouvert une nouvelle voie débouchant directement dans la Mer Méditerranée, sans passer sur le territoire russe.

Ainsi actuellement, trois oléoducs relie la Mer Caspienne à la Mer Noire, deux passant par la Russie et le dernier par la Géorgie. Enfin, le dernier oléoduc BTC relie directement la Caspienne à la Méditerranée³⁰.

Les oléoducs et gazoducs en construction sont quant à eux au nombre de deux :

- Le « double corridor » Bakou Tbilissi Erzerum préfigure le nouvel oléoduc qui suivra le même tracé que le BTC, et œuvrera au rapprochement de la région caspienne avec l'Union européenne.
- Un projet d'oléoduc transportant le pétrole du Kazakhstan vers le nord ouest de la Chine va se concrétiser et satisfaire une partie des futurs besoins énergétiques chinois.

Ainsi, en guise de synthèse, les ressources énergétiques de la région paraissent extrêmement intéressantes dans un avenir pétrolier de plus en plus tendu, contrairement à la position défendue par les chercheurs américains du projet Air force de la Rand Corporation. Le contrôle d'une

²⁸ Op cit la documentation française

²⁹ Cf. annexes « Iran Lybia Sanctions Act » 6.2 et carte 6.4.1

zone pétrolière même comportant des ressources limitées aura un effet conséquent sur les développements économiques des deux futurs géants de l'est.

Cette question énergétique apparaît ainsi plus cruciale et finalement fondamentale par rapport aux grandes déclarations idéalistes promouvant la démocratie. A ce titre, la *real politik* l'emporte à nouveau sur les grands sentiments.

La région de l'Asie centrale fait donc l'objet de toutes les convoitises et ne peut pas être négligée par les Américains. L'avenir du grand jeu mondial va se jouer naturellement dans cette zone dans les années à venir et il est intéressant d'examiner maintenant les derniers événements survenus dans la région et leurs conséquences possibles à moyen terme.

³⁰ Cf. annexes carte 6.4.2

4 LES EVENEMENTS RECENTS

L'histoire récente est extrêmement intéressante et comme nous allons le distinguer par la suite assez mouvementée. Elle est caractérisée par trois grands mouvements qui complexifient une zone aux intérêts déjà difficiles à appréhender :

- le gouvernement ouzbèk a décidé de changer d'orientation et veut se séparer des Américains,
- l'influence russe revient en force et tente de reprendre le contrôle de l'ancien glaxis impérial,
- enfin, les Américains n'ont pas dit leur dernier mot et tentent de réagir.

4.1 Le revirement ouzbèk

En juillet 2005, le Département d'Etat américain a eu la désagréable surprise de recevoir une lettre de la part du gouvernement ouzbèke enjoignant les troupes américaines de quitter le territoire ouzbèke avant six mois. Cette décision a été confirmée par la porte-parole du Département d'Etat Mme Nancy Beck.

4.1.1 Les faits

Des événements dramatiques ont eu lieu en Ouzbékistan en mai 2005 dans la ville d'Andijan. En proie à un début d'insurrection dans cette zone troublée située à l'extrême est de l'Ouzbékistan, le gouvernement a fait ouvrir le feu sur la foule. Le bilan officiel a fait état de 176 morts, alors que les rapports officieux ont cité le nombre beaucoup plus inquiétant de plus de 500 victimes.

A la suite de ces affrontements sanglants, les USA ont manifesté leur profond mécontentement vis-à-vis des violences perpétrées et ont immédiatement demandé l'ouverture d'une enquête indépendante. Le gouvernement ouzbèk n'a bien évidemment pas du tout apprécié cette

position américaine qui critiquait manifestement la manière avec laquelle la crise avait été réglée. Il a d'ailleurs également vivement réagi face à l'attitude des Nations unies qui ont procédé au transfert en Roumanie des Ouzbèkes réfugiés au Kirghizistan après la répression sanglante, avec l'aide manifeste des USA.

La réponse ouzbèke a donc pris la forme d'un ultimatum adressé aux autorités américaines le 29 juillet 2005 exigeant le retrait des troupes US déployées en Ouzbékistan dans les six mois³¹.

4.1.2 Les conséquences

La conséquence immédiate est la perte d'une plate-forme de transit importante utilisée dans le cadre du soutien logistique à l'opération Enduring Freedom. Cependant, les Américains disposent toujours du soutien du Kirghizistan et peuvent se reposer sur la base de Manas aux abords de Bichkek. Ainsi, à ce titre, la disparition de cette base de soutien provoque des difficultés mais pas de désagréments. A court terme, la situation américaine dans la région en terme de points d'appui ou de difficultés logistiques va peu évoluer.

En revanche, les conséquences futures peuvent se résumer à une éviction à plus ou moins longue échéance de la présence américaine dans la région. En effet, celle-ci est normalement conditionnée au soutien à la sécurité dans la zone et au flux logistique à destination de l'Afghanistan. Or, comme l'ont déjà souligné les pays partenaires de l'OCS, la présence américaine ne se justifie plus selon les critères énoncés ci-dessus. Quitter l'Ouzbékistan en ce moment résonne donc pour les Américains comme un avertissement. La volonté de les chasser du « jeu » se fait de plus en plus pressante de la part des autres joueurs.

4.1.3 Les raisons

Ce début d'insurrection a coïncidé « fortuitement » avec des évolutions géopolitiques majeures.

³¹ CHETERIAN, Vicken, Bain de sang en Ouzbékistan, Le monde diplomatique Oct. 2005

Au début du mois de juillet, le groupe de Shanghai qui rassemble la Chine, la Russie et quatre pays d'Asie centrale appelait en effet au départ des troupes américaines de la région.

En outre, Tachkent avait déjà pris ses distances avec les Etats-Unis craignant que ces derniers n'encouragent un changement de régime semblable à ceux opérés en Ukraine (Révolution orange 2004), en Géorgie (Révolution des roses 2003) ou au Kirghizstan (Révolution des tulipes 2005).

Enfin, début mai l'Ouzbékistan quittait le GUUAM³², organisation régionale dirigée par l'Ukraine et soutenue par les USA afin de contrecarrer l'influence russe dans son ancienne zone réservée³³.

Ainsi une volonté de se séparer de la position américaine était perceptible de la part des autorités ouzbèkes. Une pression amicale russe n'est peut-être pas étrangère à ce changement de portage.

4.2 L'empire russe contre-attaque

Profitant de la faiblesse américaine actuelle dans la région, la Russie contre-attaque dans son « étranger proche », dans la zone d'Asie centrale comme cela a été évoqué précédemment, mais aussi en Ukraine et en Géorgie.

4.2.1 L'épisode ukrainien

Les récents évènements survenus en Ukraine durant la période de Noël dernier témoigne du retour de la Russie dans son étranger proche. Les tentatives d'émancipation de l'Ukraine ont été clairement identifiées par son grand voisin et la coupure du gaz en plein hiver est un signal extrêmement fort de la part des Russes.

En démontrant qu'ils contrôlent les ressources énergétiques ukrainiennes, les Russes ont également démontré l'influence qu'ils pouvaient avoir sur nos propres sociétés. En effet, l'Ukraine est le pays par lequel passent la majorité des gazoducs et oléoducs transportant les ressources de l'est vers l'ouest. Cet incident de nature apparemment simplement

³² GUUAM : Union Géorgie Ukraine Ouzbékistan Azerbaïdjan Moldavie

économique est en fait une démonstration d'une force diplomatique considérable et la Russie entend bien prouver par cette réaction qu'elle a à nouveau un rôle à jouer.

4.2.2 L'échauffourée géorgienne

De la même manière, cet hiver, la reprise manu militari d'un véhicule blindé russe bloqué en Géorgie par la police géorgienne est une autre démonstration de force de la part du président Poutine. Les républiques périphériques sont traitées d'une manière bien peu orthodoxe, et doivent comprendre que la Russie se sent à nouveau forte et maîtresse de son destin. Les dernières passes d'armes orales entre les deux présidents ne font que démontrer l'extrême tension qui existe entre la Russie et la Géorgie, principalement due au problème des provinces abkhaze et ossète. Tbilissi reproche en effet à Moscou de soutenir les velléités séparatistes des Abkhazes et des Ossètes du sud afin de saper l'autorité centrale du pouvoir géorgien.

Mais alors que la Russie semblait presque absente de la scène internationale durant ces dernières années, quelques changements notables lui permettent de se faire entendre à nouveau.

4.2.3 Les raisons du réveil

La raison principale de ce réveil est la meilleure santé économique de la Russie depuis le début des années 2000. En effet, après la chute du niveau de vie et de l'économie russe après 1991 et après la crise financière de 1998, la Russie a vu son PIB augmenter de près de 40%³⁴.

De la même manière, l'augmentation du prix du baril de pétrole a renfloué les caisses, alors que les réserves en gaz naturel de l'ancienne terre des tsars sont considérables. Les experts s'accordent d'ailleurs à dire que le gaz russe est la principale richesse énergétique des années à venir : énergie propre, meilleur marché, dont les possibilités de transport par gazoducs sont très bien contrôlées par le gouvernement russe³⁵.

³³ Op. cit. Bain de sang en Ouzbékistan

³⁴ D'après Situation économique et financière de la Russie, www.elysee.fr

³⁵ HILL, Fiona, Russia : the 21st Century superpower, The Brookings Review, vol 20 n 2, p 28-31

Enfin, l'affaiblissement américain en Irak ne peut que confirmer Mr Poutine dans sa volonté de faire retrouver à la Russie sa grandeur d'antan. Les signes extrêmement pessimistes que représentent les affrontements sanglants entre les communautés chiites et sunnites en Irak de ce début d'année 2006, combinés au comportement nucléaire iranien « goguenard » face aux difficultés américaines encouragent la Russie à réinvestir sa zone d'influence séculaire.

Mais les Américains restent toutefois et pour longtemps la seule superpuissance ; leur réaction est très attendue.

4.3 La réaction américaine

Ce revers sévère pour la première puissance mondiale ne pouvait rester sans réaction. Même si cette zone n'est pas d'un intérêt stratégique primordial selon les chercheurs du Project Air Force de la RAND corporation, les USA, embourbés en Irak, seront jugés en matière de politique étrangère sur leur capacité à réagir à ce camouflet eurasiatique. La visite de Mme Condoleezza Rice dans plusieurs pays d'Asie centrale est une première tentative de réponse à la contre-attaque russe.

La venue de Mme Rice en Asie centrale durant la deuxième semaine d'octobre 2005 est effectivement une première réaction. Mais sa visite se concentre sur l'Afghanistan, le Kirghizstan, le Kazakhstan et le Tadjikistan afin de renforcer la position américaine pour de plus grandes avancées démocratiques dans la région. Il faut également noter que Mme Rice évite soigneusement l'Ouzbékistan et vient surtout défendre les efforts déployés actuellement pour stabiliser l'Afghanistan alors que plusieurs pays appellent à une réduction de la présence américaine dans la région.

Le porte parole du Secrétaire d'Etat Sean Mc Cormack affirme d'ailleurs que ce voyage n'est pas un moyen de contrer les influences chinoises et russes mais de confirmer à nouveau l'attachement et le soutien américain aux réformes³⁶.

³⁶ Mac MAHON, Robert, US : Secretary of State Rice prepares to visit Central Asia, www.rferl.org, Oct. 5 2005

Enfin, deuxième axe d'effort pour enrayer cette perte de confiance dans l'amitié américaine, le Département d'Etat vient de réorganiser le 16 février 2006 un de ses bureaux et a nommé à la tête du Bureau for South and Central Asian Affairs l'ambassadeur Richard A. Boucher.

Ainsi, malgré ce camouflet infligé par les Ouzbeks à un moment très malvenu, les Américains n'ont pour l'instant qu'une réaction très mesurée. Les aides économiques au profit de l'Ouzbékistan ont bien sûr été supprimées mais mis à part le voyage de Mme Rice en Asie centrale qui a soigneusement évité le président Karimov dans son périple, la réponse des USA ne paraît pas à la hauteur, voire timorée.

5 CONCLUSION

Après avoir évoqué les grandes orientations de la politique étrangère sous les différents présidents qui se sont succédé à la tête des Etats-Unis durant les vingt dernières années, nous sommes arrivés à la conclusion que la continuité dans la conduite des relations internationales américaines reposait sur le principe suivant : le leadership mondial des USA issu de la fin de la guerre froide est une chose maintenant acquise et tous les moyens pour conserver cette situation doivent être recherchés.

L'analyse des travaux des principaux Think tanks ainsi que de la pensée du professeur Zbigniew Brzezinski nous a fait découvrir en premier lieu la connivence qui existe entre les organes décisionnels américains et ces « réservoirs à idées ». Ceux-ci irriguent en permanence de leurs réflexions la vie politique américaine mais également placent régulièrement des éléments issus de leurs rangs à des postes stratégiques.

Ces préliminaires ont permis d'éclairer la continuité de pensée entre les organes officiels et ces cellules d'aides à la décision avant d'évoquer les trois volets de notre étude concernant l'implication des USA en Asie centrale.

Le refoulement de la Russie (ou *roll back*) correspond à une doctrine clairement exposée par Brzezinski et confirmée par les actions américaines durant la période concernée. En effet, même si la préoccupation initiale des USA était la stabilité de l'Asie centrale en mettant fin à la prolifération d'armes de destruction massive, l'opération Enduring Freedom leur a fourni une superbe occasion de s'implanter dans la zone et de repousser la Russie. Il faut toutefois noter que l'action principale aussi bien économique que diplomatique reste centrée sur le « décrochage » de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie, élément central de la « doctrine » Brzezinski.

La propagation de la démocratie ou plutôt des idéaux démocratiques paraît en revanche peu convaincante. Malgré une volonté fermement annoncée au début de la période Clinton, le réalisme l'emporte et peu de réalisations concrètes viennent soutenir cet aspect de la politique étrangère américaine. Le ralliement tardif du Président Bush à cette doctrine prouve

son caractère secondaire, alors que les régimes des cinq républiques n'ont que très peu évolué depuis 1991, soit depuis plus de 15 ans, vers un système de type démocratique. L'action américaine ne répond donc que très partiellement à ce deuxième volet.

Enfin, le volet pétrolier apparaît en fin de compte la raison la plus pertinente de l'intérêt américain pour la région, étant donné la situation énergétique mondiale. Rester en position de leadership est l'ambition affichée par les Etats-Unis si l'on se réfère aux priorités énoncées par Mme Condoleezza Rice. Or deux grands rivaux se réveillent à l'est avec des taux de croissance impressionnants et donc des appétits énergétiques gargantuesques. **Contrôler la Chine et l'Inde au moyen des ressources pétrolières peut donc aller de pair avec un refoulement de la Russie en restant au contact de la mer Caspienne.** Ainsi le troisième volet de l'étude paraît le plus en phase avec les évolutions géopolitiques actuelles. **Les USA poursuivent bien une tactique d'isolement de la Russie conformément à la thèse de Spykman.** Mais cette tactique n'est finalement en Asie centrale que la conséquence d'un besoin initial de points d'appui pour un déploiement, besoin aujourd'hui supplanté par une quête d'intérêts pétroliers.

Comme nous l'avons remarqué auparavant en citant l'exemple de la propagation de la démocratie, la théorie s'incline souvent devant les impératifs de la *real politik*. En Asie centrale, la théorie du *containment* a en quelque sorte rattrapé les désirs américains de stabilité mondiale et de sécurisation des ressources énergétiques.

ANNEXES

6.1 Exemples de Think tanks:

The approximately 1,500 think tanks in the United States “engage in a range of policy-related activities, and comprise a diverse set of institutions that have varied organizational forms,” says James G. McGann of the Foreign Policy Research Institute.

The following fact sheet profiles nine U.S. think tanks, selected to show a representative range of views, with budgets ranging from \$3 million to nearly \$30 million, and staff sizes that range from 35 to about 200.

American Enterprise Institute (<http://www.aei.org>)

Mission: The American Enterprise Institute for Public Policy Research, founded in 1943, is dedicated to preserving and strengthening the foundations of freedom — limited government, private enterprise, vital cultural and political institutions, and a strong foreign policy and national defense — through scholarly research, open debate, and publications. AEI is strictly nonpartisan and takes no institutional positions on pending legislation or other policy questions.

Structure : A 24 member Board of Trustees, composed of leading business and financial executives, governs the Institute, and its research agenda and appointments are reviewed by a Council of Academic Advisers, a group of distinguished outside scholars. President Christopher C. DeMuth guides the Institute’s daily operations. The Institute has about 50 resident scholars and fellows, and maintains a network of more than 100 adjunct scholars at American universities and policy institutes.

Funding: AEI is an independent, non-profit organization supported primarily by grants and contributions from foundations, corporations, and individuals. Its budget in 2000 was \$17 million.

The Carnegie Endowment for International Peace (<http://www.ceip.org>)

Mission : The Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), founded in 1910, is a private, nonprofit organization dedicated to advancing cooperation between nations and promoting active international engagement by the United States. Through research, publishing, convening, and, on occasion, creating new institutions and international networks, the Endowment’s associates shape fresh policy approaches.

Structure: The Board of Trustees, composed of 23 leaders of American business and public life, governs the Endowment and directs its research initiatives. President Jessica T. Matthews oversees the Endowment’s daily operations. The Washington Office supports a staff of 100, and nearly 40 Russian scholars work at the CEIP office in Moscow.

Funding : The Endowment has an annual budget of \$18.3 million. Most of its funding comes from contributions, rental income, and publications, including “Foreign Policy,” one of the world’s leading magazines of international politics and economics.

The CATO Institute (<http://www.cato.org>)

Mission : The Cato Institute, founded in 1977 as a non-profit public policy research foundation, seeks to broaden the parameters of public policy debate to allow consideration of the traditional American principles of limited government, individual liberty, free markets, and peace. Toward that goal, the Institute strives to achieve greater involvement of the public in questions of policy and the proper role of government.

Structure : A Board of Directors, composed of 15 business professionals, governs the Institute, which has approximately 90 full-time employees, 60 adjunct scholars, and 16 fellows, plus interns. President and founder Edward H. Crane oversees the Institute's daily operations.

Funding : In order to maintain its independence, the Cato Institute, which is a \$15 million a year operation, accepts no government funding or endowments. Contributors include individuals, corporations and foundations. Other revenue is generated from the sale of publications and conference fees.

Center for Nonproliferation Studies (<http://cns.miis.edu/>)

Mission : The Center for Nonproliferation Studies (CNS), established in 1989 by its current director, Dr. William Potter, strives to combat the spread of weapons of mass destruction (WMD) by training the next generation of non-proliferation specialists and disseminating timely information and analysis. CNS at the Monterey Institute of International Studies is the largest non-governmental organization in the United States devoted exclusively to research and training on non-proliferation issues.

Structure : CNS has a full-time staff of more than 65 specialists and over 65 graduate student research assistants located in offices in Monterey, California; Washington, D.C.; and Almaty, Kazakhstan. An International Advisory Board — including U.S. and Russian legislators, former ambassadors, United Nations officials, non-proliferation experts, and corporate executives — meets twice a year to review CNS programs and activities. In addition, the Center has convened the Monterey Nonproliferation Strategy Group, an international panel of experts who meet periodically to develop policy recommendations.

Funding : CNS, with an annual budget of \$6.5 million, is a non-profit educational institution supported by donations from individuals, foundations and corporations. Three times a year, it publishes the journal "The Nonproliferation Review."

Center for Strategic and International Studies (CSIS) (<http://www.csis.org>)

Mission : For four decades, the Center for Strategic and International Studies (CSIS) has been dedicated to providing world leaders with strategic insights on — and policy solutions to — current and emerging global issues. CSIS helps to develop national and international public policy by generating strategic insights, convening strategic networks, crafting policy solutions, and developing today's and tomorrow's leaders.

Structure : CSIS is led by President and Chief Executive Officer John J. Hamre, a former deputy secretary of defense, and is guided by a Board of Trustees chaired by former Senator Sam Nunn and consisting of prominent individuals from both the public and private sectors. CSIS employs 190 researchers and support staff.

Funding: Contributions from corporations, foundations, and individuals constitute 85 percent of the revenues needed to meet CSIS's budget, which in 2001 was \$17.5 million. The remaining funds come from endowment income, government contracts, and publication sales.

The Council on Foreign Relations ()

Mission: Founded in 1921, the Council on Foreign Relations is a non-partisan membership organization, research center, and publisher. It is dedicated to increasing America's understanding of the world and contributing ideas to U.S. foreign policy. The Council accomplishes this mainly by promoting constructive debates and discussion, clarifying world issues, and by publishing *Foreign Affairs*, the leading journal on global issues.

Structure: The Council is governed by a 31-member Board of Directors. Leslie H. Gelb is the Chief Executive officer and president. It has a staff of approximately 200, including about 75 fellows. Its membership (approximately 4,000, chosen by a nomination process) is divided almost equally among New York, Washington, D.C., and the rest of the country.

Funding: The Council is an independent, tax exempt organization financed by member dues and gifts, foundation and individual grants, corporate contributions, and revenues from its own endowment. The total budget for its current fiscal year is \$29.6 million.

The Heritage Foundation (<http://www.heritage.org>)

Mission: Founded in 1973, The Heritage Foundation is a research and educational institute whose mission is to formulate and promote conservative public policies based on the principles of free enterprise, limited government, individual freedom, traditional American values, and a strong national defense. The Foundation produces research and generates solutions consistent with its beliefs that are marketed to the Congress, the Executive Branch, the news media and others.

Structure: A 19-member Board of Trustees governs the work of 185 Heritage employees, including some 75 experts in a wide range of domestic and foreign policy issues. President Edwin J. Feulner oversees the Foundation's daily operations.

Funding: The Heritage Foundation, which has an annual budget of \$28.4 million, is supported by contributions from its members, including corporations and more than 200,000 individuals across the United States.

Hudson Institute (<http://www.hudson.org/>)

Mission: The Hudson Institute, founded in 1961, produces independent, high-quality research and strives to compete boldly in the debate of policy ideas. Hudson works to counsel and guide policy change, applying its ideas whenever possible alongside other leaders in communities, business, non-profit organizations and governments alike. Its mission is to be America's premier source of applied research on enduring policy challenges.

Structure: In 1984, Hudson broadened its scope by securing a diverse, influential research staff. The Institute, which has a staff of 75, maintains its headquarters in Indianapolis, Indiana, while also operating an office in Washington, D.C. and

satellite offices across the United States. Institute President Herbert I. London and two vice-presidents, one in Indianapolis and one in Washington, D.C., preside over the Institute, and its work is guided by a Board of Trustees.

Funding : Hudson Institute, with an annual budget of \$7 million, is a non-profit organization supported primarily by contributions from individuals, foundations and corporations.

New America Foundation (<http://www.newamerica.net/>)

Mission : The purpose of the New America Foundation, founded in January 1999, is to elevate

new voices and ideas to the fore of the nation's public discourse. Relying on a venture capital Approach, the Foundation invests in outstanding individuals and policy ideas that transcend the conventional political spectrum. New America sponsors a wide range of research, published writing, conferences, and events on the most important issues of the day.

Structure : The New America Foundation, which has a staff of 35, is an independent, non-partisan, nonprofit public policy institute that was conceived through the collaborative work of a diverse and intergenerational group of public intellectuals, civic leaders, and business Executive. New America's Board of Directors is chaired by James Fallows, and Ted Halstead is the organization's founding President and CEO.

Funding : The New America Foundation, with an annual budget of \$3 million, is supported primarily by grants and contributions from foundations, corporations, and individuals, and by the sale of its publications.

American Enterprise Institute <http://www.aei.org/>

Aspen Institute <http://www.aspeninst.org/>

Atlantic Council of the United States <http://www.acus.org/>

Brookings Institution: Foreign Policy Studies

http://www.brook.edu/dybdocroot/fp/fp_hp.htm

Carnegie Endowment for International Peace <http://www.ceip.org/>

Cato Institute: Foreign Policy <http://www.cato.org/foreignpolicy/index.html>

Center for Strategic and International Studies <http://www.csis.org/>

Council on Foreign Relations <http://www.cfr.org/>

Foreign Policy Research Institute <http://www.fpri.org/>

Heritage Foundation <http://www.heritage.org/>

Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Stanford University <http://www-hoover.stanford.edu/>

Hudson Institute <http://www.hudson.org/>

Institute for Defense Analyses <http://www.ida.org/>

The Institute for Foreign Policy Analysis <http://www.ifpa.org/>

Institute for Multi-Track Diplomacy <http://www.imtd.org/>

John F. Kennedy School of Government, Harvard University

<http://www.ksg.harvard.edu/kennedy.shtml>

National Defense University <http://www.ndu.edu/>

New America Foundation <http://www.newamerica.net/>

RAND: Foreign and Security Policy http://www.rand.org/interpol_area/forsec/

Stimson Center <http://www.stimson.org/>

U.S. Institute of Peace <http://www.usip.org/>

Woodrow Wilson International Center for Scholars <http://wwics.si.edu/>

Lehman Social Sciences Library, Columba University

<http://www.columbia.edu/cu/lweb/indiv/lehman/guides/ttanks.html>

Iran Libya Sanctions Act 1996 (extraits)

PUBLIC LAW 104–172—AUG. 5, 1996 110 STAT. 1541

Public Law 104–172

104th Congress

An Act

To impose sanctions on persons making certain investments directly and significantly

contributing to the enhancement of the ability of Iran or Libya to develop its petroleum resources, and on persons exporting certain items that enhance Libya’s

weapons or aviation capabilities or enhance Libya’s ability to develop its petroleum

resources, and for other purposes.

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled,

SECTION 1. SHORT TITLE.

This Act may be cited as the “Iran and Libya Sanctions Act of 1996”.

SEC. 2. FINDINGS.

The Congress makes the following findings:

(1) The efforts of the Government of Iran to acquire weapons of mass destruction and the means to deliver them and its support of acts of international terrorism endanger the national security and foreign policy interests of the United States and those countries with which the United States shares common strategic and foreign policy objectives.

(2) The objective of preventing the proliferation of weapons of mass destruction and acts of international terrorism through existing multilateral and bilateral initiatives requires additional efforts to deny Iran the financial means to sustain its nuclear, chemical, biological, and missile weapons programs.

(3) The Government of Iran uses its diplomatic facilities and quasi-governmental institutions outside of Iran to promote acts of international terrorism and assist its nuclear, chemical, biological, and missile weapons programs.

(4) The failure of the Government of Libya to comply with Resolutions 731, 748, and 883 of the Security Council of the United Nations, its support of international terrorism, and its efforts to acquire weapons of mass destruction constitute a threat to international peace and security that endangers the national security and foreign policy interests of the United States and those countries with which it shares common strategic and foreign policy objectives.

SEC. 3. DECLARATION OF POLICY.

(a) POLICY WITH RESPECT TO IRAN.—The Congress declares that it is the policy of the United States to deny Iran the ability to support acts of international terrorism and to fund the development and acquisition of weapons of mass destruction and the means to deliver them by limiting the development of Iran’s ability to

explore for, extract, refine, or transport by pipeline petroleum resources of Iran.

(b) **POLICY WITH RESPECT TO LIBYA.**—The Congress further declares that it is the policy of the United States to seek full compliance by Libya with its obligations under Resolutions 731, 748, and 883 of the Security Council of the United Nations, including ending all support for acts of international terrorism and efforts to develop or acquire weapons of mass destruction.

SEC. 4. MULTILATERAL REGIME.

(a) **MULTILATERAL NEGOTIATIONS.**—In order to further the objectives of section 3, the Congress urges the President to commence immediately diplomatic efforts, both in appropriate international fora such as the United Nations, and bilaterally with allies of the United States, to establish a multilateral sanctions regime against Iran, including provisions limiting the development of petroleum resources, that will inhibit Iran's efforts to carry out activities described in section 2.

(b) **REPORTS TO CONGRESS.**—The President shall report to the appropriate congressional committees, not later than 1 year after the date of the enactment of this Act, and periodically thereafter, on the extent that diplomatic efforts described in subsection (a) have been successful. Each report shall include—

(1) the countries that have agreed to undertake measures to further the objectives of section 3 with respect to Iran, and a description of those measures; and

(2) the countries that have not agreed to measures described in paragraph (1), and, with respect to those countries, other measures (in addition to that provided in subsection

(d)) the President recommends that the United States take to further the objectives of section 3 with respect to Iran.

(c) **WAIVER.**—The President may waive the application of section 5(a) with respect to nationals of a country if—

(1) that country has agreed to undertake substantial measures, including economic sanctions, that will inhibit Iran's efforts to carry out activities described in section 2 and information required by subsection (b)(1) has been included in a report submitted under subsection (b); and

(2) the President, at least 30 days before the waiver takes effect, notifies the appropriate congressional committees of his intention to exercise the waiver.

(d) **ENHANCED SANCTION.**—

(1) **SANCTION.**—With respect to nationals of countries except those with respect to which the President has exercised the waiver authority of subsection (c), at any time after the first report is required to be submitted under subsection (b), section 5(a) shall be applied by substituting "\$20,000,000" for "\$40,000,000" each place it appears, and by substituting "\$5,000,000" for "\$10,000,000".

(2) REPORT TO CONGRESS.—The President shall report to the appropriate congressional committees any country with respect to which paragraph (1) applies.

6.3 BIBLIOGRAPHIE

6.3.1 Ouvrages

- DJALILI, M.-R., KELLNER, T., Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre, Paris, PUF, 2003
- BRZEZINSKI, Zbigniew, Le grand échiquier, poche, 12 janvier 2000
- ADLER, Alexandre, J'ai vu finir le monde ancien, Paris, Hachette, 2002
- ADLER, Alexandre, L'odyssée américaine, Paris, Hachette, 2004
- CARRERE d'ENCAUSSE, Hélène, L'empire d' Eurasie, Fayard, 2005

6.3.2 Articles

- GIRARD, Isabelle, Le grand échiquier, L'Evènement du jeudi du 8 au 14 janvier 1998, interview de Zbigniew Brzezinski
Le grand échiquier de Zbigniew Brzezinski
www.stratisc.org/strat_69%20BRZEZINSKI.html
- FABRE, Hubert-Cyprien, Pétrole et démocratie, priorités de Bush, news.tf1.fr/news/monde/0,,3281857,00.html

6.3.3 Sites internet

- <http://www.diploweb.com>
- <http://www.defense.gouv.fr/sites/das/>
- <http://www.ladocumentation française.fr>
- <http://www.ifri.org/files>
- <http://www.stratisc.org>
- <http://www.rand.org>

6.4

CARTES

6.4.1 Carte politique des pays riverains de la Mer Caspienne



6.4.2 Carte des principaux oléoducs et gazoducs de la région

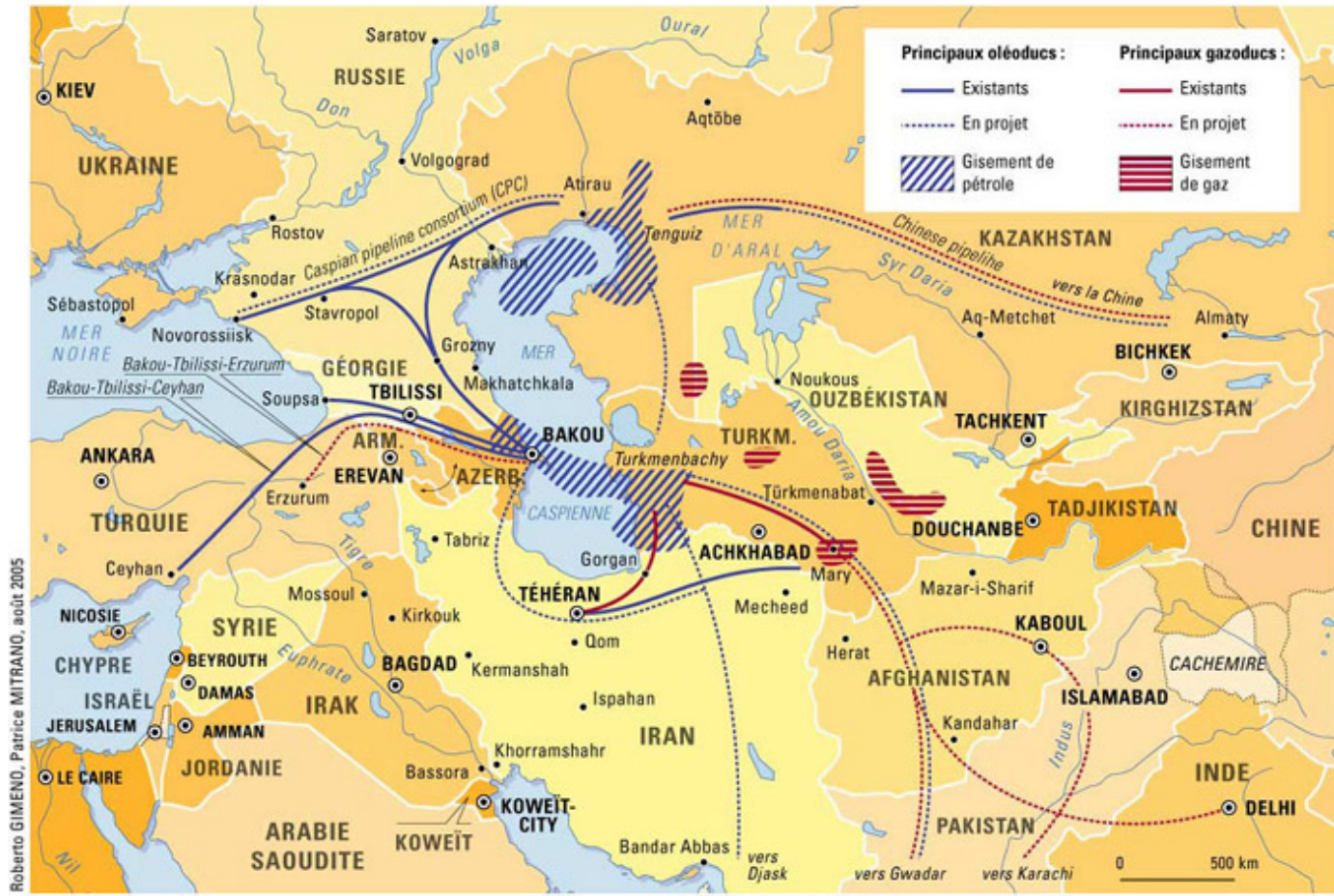


TABLE DES MATIERES

| | | |
|--------------|--|-----------|
| 1 | INTRODUCTION | 1 |
| 2 | LES OBJECTIFS | 4 |
| 2.1 | La doctrine officielle: évolution de la politique étrangère des USA de 1990 à nos jours | 4 |
| 2.1.1 | Le nouvel ordre mondial de George Bush (1988-1992) | 4 |
| 2.1.2 | La doctrine Clinton (1992- 2000) | 5 |
| 2.1.3 | L'axe du mal de G.W. Bush fils (2000 -) | 6 |
| 2.2 | Les courants de pensée | 7 |
| 2.2.1 | L'apport des Think tanks | 7 |
| 2.2.2 | « Le Grand échiquier » de Zbigniew Brzezinski | 11 |
| 3 | L'EPREUVE DES FAITS | 13 |
| 3.1 | Le Roll back de la Russie | 13 |
| 3.1.1 | « Le Grand jeu » : | 13 |
| 3.1.2 | Les relations d'ordre militaire : | 14 |
| 3.1.3 | L'aide à l'épreuve des chiffres | 15 |
| 3.1.4 | Le recul tactique de la Russie | 17 |
| 3.2 | La propagation de la démocratie : idéalisme ou instrument de puissance | 18 |
| 3.2.1 | La conception de Zbigniew Brzezinski | 18 |
| 3.2.2 | Réalisme contre idéalisme | 18 |
| 3.3 | La toile de fond du pétrole | 20 |
| 3.3.1 | Les ressources de la Caspienne | 20 |
| 3.3.2 | La situation actuelle mondiale | 21 |
| 3.3.3 | Les réseaux actuels et en projet | 22 |
| 4 | LES EVENEMENTS RECENTS | 24 |
| 4.1 | Le revirement ouzbèk | 24 |
| 4.1.1 | Les faits | 24 |
| 4.1.2 | Les conséquences | 25 |
| 4.1.3 | Les raisons | 25 |
| 4.2 | L'empire russe contre-attaque | 26 |
| 4.2.1 | L'épisode ukrainien | 26 |
| 4.2.2 | L'échauffourée géorgienne | 27 |
| 4.2.3 | Les raisons du réveil | 27 |
| 4.3 | La réaction américaine | 28 |
| 5 | CONCLUSION | 30 |
| 6 | ANNEXES | 32 |
| 6.1 | Exemples de Think tanks: | 32 |
| 6.2 | Iran Lybia Sanctions Act 1996 (extraits) | 37 |
| 6.3 | BIBLIOGRAPHIE | 40 |
| 6.3.1 | Ouvrages | 40 |
| 6.3.2 | Articles | 40 |
| 6.3.3 | Sites internet | 40 |
| 6.4 | CARTES | 41 |
| 6.4.1 | Carte politique des pays riverains de la Mer Caspienne | 41 |
| 6.4.2 | Carte des principaux oléoducs et gazoducs de la région | 42 |

